

ESP/817/F/47

SEMINAIRE SUR LA PLANIFICATION AGRICOLE ET LA POPULATION

TANGER 3-15 NOVEMBRE 1975

BLOC V : EVOLUTION DES SYSTEMES AGRAIRES : L'EXEMPLE DU YATENGA

Par J.Y. MARCHAL Géographe (ORSTOM) -

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

EVOLUTION DES SYSTEMES AGRAIRES

INTERVENTION : L'Exemple du Yatenga (HAUTE-VOLTA)

par J. Y. MARCHAL -ORSTOM-

Le système agricole mossi du Nord de la Haute-Volta est un exemple de système ayant trouvé ses limites, c'est-à-dire qu'il ne parvient plus à répondre à la première des exigences qui est de nourrir les collectivités humaines qui l'ont élaboré. Le blocage est apparu avec une extrême gravité au cours des vingt dernières années et vient d'atteindre son paroxysme à la suite d'une série de mauvaises saisons agricoles.

Entre 1970 et 1973, les récoltes ont été à ce point catastrophiques que des centaines de familles d'agriculteurs ont quitté leurs villages pour les contrées plus hospitalières du Sud-Ouest voltaïque et de la Côte d'Ivoire : 400 familles - 3 700 personnes - pour la seule circonscription administrative de Ouahigouya (140 000 hab.). Au cours de l'année 1973, cette émigration familiale a atteint à elle seule un taux de 1,12 %, soit presque l'équivalent du taux d'accroissement naturel de la population (1,8 %). La même année, quelques 11 000 tonnes de céréales ont été acheminées dans cette circonscription, au titre de l'aide internationale.

Une Economie agricole en crise : une surcharge de l'espace ?

La région du Yatenga est située au nord de la Haute-Volta, dans sa partie centrale, entre 13 et 14 degrés de latitude nord. Elle correspond à un ancien royaume mossi dont les premières chefferies ont été fondées au XVI^{ème} siècle dans un pays de vieux peuplement kurumba et dogon. L'entité politique ainsi constituée s'est identifiée à un pouvoir fort et durable qui a assuré la sécurité et permis aux sociétés paysannes qu'il contrôlait de s'accroître. Au cours de la période coloniale, l'action médicale préventive (notamment la vaccination anti-variolique) a ralenti considérablement la mortalité. 250 000 habitants vivaient au Yatenga en 1925 ; 415 000 en 1960 ; 500 000 en 1973.

Cette masse de population a attiré très tôt les commissions de recrutement militaire ainsi que les recruteurs de main d'oeuvre par les chantiers publics et privés de l'A.O.F, principalement des colonies du Soudan et de la Côte d'Ivoire - des colons ont été prélevés dans le Yatenga pour mettre en valeur les casiers irrigués de l'Office du Niger. Par ailleurs, sous l'effet des prestations locales

et des recrutements, les jeunes gens ont fui en masse en Gold Coast et des familles de cultivateurs se sont déplacées sur les marges de la région, moins contrôlées par l'administration.

L'autorité coloniale pensait que l'émigration spontanée ou dirigée par elle pourrait être le remède susceptible d'assainir la situation démographique et, par voie de conséquence, économique de la région. Sans juger de la valeur politique d'une telle "stratégie", il est évident que cette dernière n'a rien résolu.

En 1975, les densités humaines atteignent au coeur de la région, où se trouvent les plus grosses concentrations de villages : 70-100 habts/km² et 25 % de l'espace régional correspondent à des densités supérieures à 50 habts/km².

La région connaît un climat caractérisé par une période absolument sèche de novembre à mars et des précipitations annuelles de l'ordre de 700-710 mm (cinquante-cinq années d'observations), réparties en presque totalité de juin à septembre. Ces pluies sont sujettes à d'importantes fluctuations inter-annuelles et leur rythme est irrégulier durant la saison humide. Réparties sur un laps de temps réduit, les pluies ont une influence déterminante sur l'importance des récoltes, notamment la régularité et l'abondance des précipitations de fin de saison ; d'autant plus que ces irrégularités ne peuvent être atténuées par les caractères des sols à faible pouvoir de rétention en eau et par ailleurs peu fertiles. Sols minéraux bruts, peu évolués d'érosion et ferrugineux peu lessivés constituent les associations dominantes organisées en catena le long des pentes.

Les conditions climatiques ne sont guère favorables au développement de plantes vivrières autres que les mils. Petit mil et sorgho, ainsi qu'un peu de maïs, couvrent 90 % de l'espace cultivé. A cette production, pour l'essentiel auto-consommée, il convient d'ajouter celles de l'arachide et du coton (en faible quantité) ainsi que la cueillette des fruits du karité (*Butyrospermum parkii*), du néré (*Parkia biglobosa*) et du kapokier (*Bombax costatum*), qui font l'objet d'un petit commerce sur les marchés locaux.

La culture cotonnière a été développée vigoureusement, sous la contrainte, de 1925 à 1939 ainsi que celle de l'arachide, de 1935 à 1947 ; l'une et l'autre afin de ravitailler ce qui était alors la Métropole. Elles ont laissé un triste souvenir et ont concouru à accélérer le déboisement du fait de la recherche de "terres neuves" qu'elles ont provoqué. Ces productions de "rente" ont considérablement baissé au cours des années 60. Le Yatenga qui "fournissait au commerce" 420 T. de coton brut en 1930, 800 T. d'arachide coque et 270 T. de coton brut en 1939, li-

vrait en 1970 moins de 5 T. de coton à la CFDT et ne commercialisait que quelques dizaines de tonnes d'arachide.

Le cheptel a également été exploité afin de faire participer le Yatenga à une économie d'échanges. Au début du siècle, la région était réputée pour sa richesse en bovins et en chevaux. Ils ont été les premières productions vendues dans les régions du sud :

Haute-Volta, Gold Coast et Côte d'Ivoire, permettant de ramener dans le Yatenga le numéraire exigé pour le paiement de l'impôt et des taxes nouvelles. Sous l'effet de cette nécessité, imposée de l'extérieur, nombre de Mossi, traditionnellement cultivateurs, n'élevant que quelques moutons et chèvres, se sont essayés au commerce du gros bétail, jusqu'alors propriété quasi-exclusive des Peul, des chefs mossi et de quelques groupes de marchands (Yarsé). Des troupeaux de boeufs (zébu) ont été exportés chaque année à une telle cadence que la richesse que représentait ce cheptel a été gravement entamée ; le nombre de têtes de bétail commercialisées étant supérieur à ce que permettait le croît naturel du troupeau. De plus, des épizooties et des sécheresses ont dessiné le cheptel au cours des années 30.

Le troupeau s'est reconstitué et aujourd'hui, les cultivateurs cherchent à acquérir des animaux en grand nombre bien que les terrains de parcours soient devenus rares et que la qualité des pâturages soit des plus médiocres. C'est que les bovins et surtout les caprins et ovins, qui résistent mieux aux sécheresses, constituent aujourd'hui pour les paysans la seule épargne et la seule assurance contre les calamités : plus de 50 % du produit des ventes d'animaux servent à l'achat de vivres et 25 % au paiement de l'impôt. Ainsi, après une période d'exploitation (ou de surexploitation) des potentialités locales, le Yatenga apparaît condamné à "ne rien vendre et ne rien acheter", compte tenu d'une stabilité technologique durable du système de production.

Si un tel caractère est commun à de nombreuses régions de la zone soudanienne, les fortes concentrations de population viennent au Yatenga renforcer la pauvreté de la contrée. Elles s'accompagnent en un milieu rural technologiquement stable d'une pénurie de terres cultivables, d'une réduction des temps de jachère, d'un épuisement rapide des sols et d'une chute de la production. Partout les rendements sont faibles (450 kg/ha pour le sorgho - 350 kg/ha pour le mil) et n'autorisent bon an mal an qu'une production moyenne par habitant de 200 kgs., ce qui suffit à peine à l'autoconsommation.

Les derniers grands défrichements ont été interrompus il y a une trentaine d'années. Un faible couvert arbustif demeure sur les collines et constitue le pâturage aérien des troupeaux de chèvres et de moutons. Partout ailleurs, l'espace est cultivé dans une proportion de 50 à 75 %, sur des terres sensibles à l'érosion. Les rotations de cultures ne sont presque plus pratiquées. Au centre de la région, là où les densités sont fortes, 33 % des terres sont cultivées de façon permanente et 45 % n'ont pas bénéficié de la jachère depuis plus de cinq ans ; ce qui revient à dire que 80 % de l'espace cultivé est soumis à une culture continue de mil, sorgho et niébé.

Cette dégradation des conditions d'existence a été périodiquement aggravée soit par la destruction de récoltes provoquées par les acridiens soit par des années de sécheresse : 1832-1839, 1879-1884, 1907-1913, 1925-1926, 1929-1934, 1940-1942, 1966-1973.

Devant une telle détérioration des termes de l'équilibre entre les populations et les ressources, et sans nous arrêter à la fatalité des aléas climatiques et des conditions offertes par le milieu en général, il n'y a pas long à constater le blocage du système agraire pris dans son ensemble.

Le système agraire, la faim de terres et la mutation
des terroirs :

Le système cultural est fondé sur les potentialités agricoles des sols ; les plus sablonneux et les plus épais étant considérés comme les meilleurs et exploités en priorité (Fig 1). Toutefois, au gré des aléas climatiques, selon que la saison est pluvieuse ou ne l'est pas, il est possible dans le premier cas d'obtenir des récoltes de petit mil sur les hauts de versants gravillonnaires, tandis que les bas-fonds sont inondés et n'autorisent que la culture du riz (peu développée) et, dans le second cas, de cultiver en sorgho les terres humides des bas-fonds, alors que les hauteurs, où le bilan hydrique des sols est déficient, ne peuvent êtreensemencées. C'est ainsi que les villages sont établis sur les hauts de versants ou à mi-pente et les champs répartis entre le site habité et les bas-fonds. Les groupes humains de diverses origines qui constituent la population des villages ont cherché, au rythme de leur installation, à acquérir des terres distribuées le long des pentes et couvrant toute la gamme des sols. L'exemple du village de Say (Fig 3) est caractéristique : le partage foncier s'est fait en étoile, à partir du premier site habité. Les premiers arrivés ont pu s'approprier les meilleures terres (quartiers Tingandé, Toghin, Warma) tandis que les derniers n'ont pu cultiver que les sols exclusivement gravillonnaires (Goudré) ou bien, par la force, s'imposer sur les bonnes terres de quartiers plus

anciens (Nakombogo) (ce qui n'est pas sans provoquer à la longue, d'inextricables problèmes fonciers). Un observateur écrivait dès 1917 : "dans les endroits où la terre est bonne, elle est déjà appropriée complètement par les chefs de groupes ou par les chefs de ménages".

Dans le système cultural traditionnel, la fumure n'était pas pratiquée, sauf dans les jardins de case, minuscules parcelles, le long des murs des habitations. Les Mossi n'étaient pas propriétaires de bovins, à quelques exceptions près : chefs de village et de quartier, commerçants. La fumure dont ils disposaient provenaient exclusivement des détritrus des habitations et des déchets organiques des chèvres et des moutons possédés à raison de moins de cinq têtes par exploitation. En dehors des jardins de cases, fumés, plantés en tabac, maïs, courges, plantes à sauce, partout ailleurs les champs étaient mis en culture pendant cinq à six ans, en y faisant alterner le sorgho et le nil. Au bout de ce laps temps, le champ était mis en repos sur une période d'autant plus longue qu'il y avait d'autres champs "de rechange".

A l'évidence un tel système n'est valable que dans la mesure où les cultivateurs sont peu nombreux ou bien que de grands espaces sont disponibles. Or, la population augmentant, les espaces libres autour des habitations groupées qui constituent le coeur des villages, ont été quadrillés par des champs jointifs, morcellés en petites parcelles relevant de multiples exploitations ; chacun cherchant à cultiver le plus près possible de son habitation. Rapidement, l'alternance culture-jachère n'a pu se perpétuer dans ce seul espace et il a fallu défricher "en brousse", en respectant tout au moins quelques arbres utiles : karité, néré, kapokier, tamarinier, baobab. C'est ainsi que les espaces cultivés se sont agrandis, génération après génération et qu'autour des villages, on en est venu à ne plus pratiquer de jachère, faute de place. Une aire de culture permanente, sans fumure, sans assolement, est apparue au coeur des terroirs, entourant les habitations groupées. Chaque quartier, dans la bande de terres qu'il s'était approprié depuis plus ou moins longtemps, a étendu ses parcelles à la périphérie, gagnant chaque année sur la brousse. En 1917, dans les villages les plus gros, comme Ouahigouya, qui avait 3 000 habts à l'époque, "on ne faisait plus reposer les champs parce qu'il y avait tout juste assez de terrains cultivables pour la population". Quand on considère que de 1917 à 1975, les villages, pour lesquels nous avons des informations, ont connu un croît de leur effectif de population d'au moins 60 %, il n'y a pas lieu de s'étonner que la brousse soit aujourd'hui réduite à quelques bois sacrés épargnés, au couvert arbustif des collines cuirassées et aux galeries boisées le long des axes de drainage (Fig 4). Cette faim de terre a

été accélérée par deux autres facteurs : l'un temporaire : l'introduction des cultures de rente (1925-1940), l'autre permanent - la menace des saisons pluvieuses déficitaires.

La culture de coton était prescrite par les ingénieurs agronomes comme devant être effectuée, chaque année dans un terrain nouveau, de préférence dans un terrain vierge ou dans un terrain dans lequel avait été récolté l'arachide l'année précédente. Cette prescription imposait donc comme une nécessité la culture de l'arachide. En 1935, le village de Say devait d'autorité cultiver 10 ha de coton, soit à raison d'un rendement de 50 à 90 kgs/ha (chiffres officiels) fournir une production de 0,5 à 1 tonne par an ; chiffres dérisoires par rapport à la consommation d'espace.

Le second facteur : la menace des sécheresses, a concuru également à l'accroissement de l'espace cultivé. Ceci s'explique par un réflexe de sécurité : n'étant pas sûr, à chaque saison pluvieuse, de récolter beaucoup, le cultivateur accroît ses chances en ensemençant le maximum de parcelles, si possible réparties dans des lieux distants les uns des autres, en espérant que les orages, souvent très localisés, seront bénéfiques au moins à quelques uns de ces champs.

Ces différentes raisons expliquent qu'aujourd'hui, dans presque tous les terroirs, des murs des habitations aux sommets des collines et aux bas-fonds, les champs soient jointifs et que les cultivateurs tentent désespérément la culture des mils sur tous les sols. Ce qui reste de la brousse est soumis à des jachères de plus en plus courtes. A titre d'exemple, sur la figure 2d, représentant le terroir de Say en 1970, seules les parcelles cernées connaissent encore des jachères d'une dizaine d'années.

Cette mutation des espaces villageois s'est accompagnée simultanément (sans pour autant en avoir été le moteur) d'une destruction progressive du système socio-économique. Le principal processus a été le morcellement des unités d'exploitation.

Au début du siècle, on pouvait dénombrer entre 25 et 40 personnes par zaka (habitation) relevant d'un groupe de travail qui pouvait englober plusieurs habitations. Un chef de groupe, généralement le doyen d'un lignage, dirigeait donc le travail de plusieurs dizaines de personnes travaillant sur des champs communs et dont la production assurait la nourriture de tout le groupe de travail pendant sept mois de l'année environ. Après quoi, la production de petits champs personnels était consommée. Aujourd'hui, une exploitation agricole est souvent réduite au ménage (1,5 famille-ménage/exploitation) et une exploitation regroupe en moyenne 9 à 10 personnes. Les familles ont évolué vers la désintégration presque totale. Les

jeunes cherchent à fuir l'autorité des aînés pour diverses raisons : désirs d'indépendance économique, sociale, foncière ... qui sont corrélatifs d'une situation agricole de plus en plus difficile, accentuant le caractère inégal de la répartition des ressources entre les aînés et les cadets : notamment, l'espace proche du village reste l'apanage des vieux. Par ailleurs, l'impact sur la société de l'émigration forcée des hommes jeunes, organisée de 1912 à 1947 ainsi que celui des cultures obligatoires qui frappaient surtout les jeunes dépendant des chefs de groupe de travail ont l'un et l'autre fortement contribué à la désorganisation de l'exploitation agricole des terroirs

On doit noter cependant quelques améliorations intervenues dans les pratiques culturelles ancestrales, mais elles n'ont pu permettre une agriculture plus intensive.

Les propriétaires de bovins qui auparavant confiaient les troupeaux aux Peul, exigent maintenant que les animaux viennent paître sur les champs, après les récoltes, puis qu'ils viennent parquer près du village, en fin de saison sèche, assurant ainsi la fumure du sol*.

Les exploitants qui ont créé des écarts dispersés sur le terroir ont acquis du bétail. Cette acquisition a été possible par le fait qu'éloignés du village, leurs animaux ne risquaient plus de piétiner les cultures de leurs voisins.

Ceux qui n'ont pas de gros bétail coupent les herbes (quand la saison précédente a été pluvieuse), les épandent sur le sol puis les brûlent. Quand ils ne les brûlent pas, les herbes conservent l'humidification du sol après les premières pluies (procédé de paillage).

Beaucoup ont adopté la méthode consistant, faute de fumure suffisante, à déposer les détritiques ménagers autour de chaque pied de mil, assurant ainsi un démarrage rapide des plants.

Cependant, il n'empêche que le système agraire du Yatenga soit consommateur d'espace et que, malgré cette volonté nouvelle d'acquérir du bétail (accessible seulement aux gens les plus aisés), il y ait maintien du déséquilibre entre l'étendue des cultures continues et la quantité de fumure disponible. Le passage d'une agriculture extensive, consommatrice d'espace, devenue déprédatrice du fait de la rupture des équilibres sur lesquels elle reposait, à une agriculture plus intensive, plus productrice mais soucieuse de restituer au milieu ce qu'elle en retire, ne s'est pas fait. Ainsi peut-on parler d'un blocage. A Say, une exploitation (9-10 personnes) cultive 5,60 ha en moyenne. L'ensemble des surfaces mis en culture

* En contrepartie, les villageois assurent la subsistance des éleveurs.

en 1970 était de 950 ha pour 1 300 ha que représente la superficie du terroir. Compte tenu des terres incultivables (cuirasse) ou fortement érodées, on peut convenir que l'espace est saturé.

Les migrations rurales et les opérations de développement :

Indépendamment des contraintes exercées par l'administration coloniale et qui ont eu pour effet de provoquer l'émigration de cultivateurs désirant échapper aux cultures obligatoires et aux prestations de travail, la saturation de l'espace disponible, à elle seule, a amené depuis le début du siècle nombre de paysans à rechercher des terres nouvelles, tout d'abord sur le pourtour des zones les plus peuplées, à l'intérieur même du Yatenga, puis sur les marges de la région et plus récemment dans d'autres contrées jugées plus hospitalières, notamment l'Ouest de la Haute-Volta où les terres disponibles abondent et où les précipitations sont plus fortes et mieux réparties.

Le "dessalement" des terroirs a débuté par la création de hameaux de culture (1895-1900) dans les zones considérées jusqu'à alors comme terrains de parcours du cheptel peul, au nord, et dans le no man's land séparant le Yatenga du pays Samo, à l'ouest. 10.000 Mossi (originaires pour la plupart du Yatenga) étaient implantés en 1930-35 en pays samo et 15 000 en pays peul.

En 1937, un administrateur écrivait : "j'estime que la véritable cause de ces mouvements de population, en ce qui concerne les Mossi, réside dans l'insuffisance des terrains de culture existants aux abords des villages actuels. Les inconvénients de cette situation ne pourront que s'accroître avec le développement des cultures industrielles . . . "La période coloniale achevée, il n'en restait pas moins des situations locales propices à l'émigration, parmi lesquelles : les mauvaises conditions désormais offertes à l'agriculture.

Mise à part l'observation que nous venons de citer, l'administration n'a surtout vu au Yatenga qu'une insécurité alimentaire permanente, déplorant les famines, mettant en place des "greniers de réserve" sans diagnostiquer pour autant les raisons de ce déséquilibre entre la population et ses ressources. Pourtant, il est possible de situer la rupture de l'équilibre vers les années 1930-35 à partir de quelques indices : impossibilité d'étendre les cultures au centre du Yatenga - recherche de terres nouvelles au Nord (campagne de forages de puits) - recrutement intensif de colons pour l'Office du Niger et projet de secteurs de colonisation agricole sur les marges du Yatenga - campagne de destruction des fauves chassés de leurs repaires par l'installation des "écarts" en brousse et

les défrichements provoqués par l'extension de la culture cotonnière - "guerre acharnée contre les feux de brousse" - disparition de ces derniers et projets de reboisement (jamais réalisés).

En 1927 (mauvaises récoltes), les greniers de réserve, abandonnés depuis 1914, sont remis à l'honneur, et une campagne pour l'extension des cultures est lancée, surtout pour la culture du coton. Les années suivantes qui sont marquées par des vols de sauterelles, sont l'occasion de poursuivre "l'intensification de toutes les cultures et de l'élevage" (1928).*

En 1931, une Société de Prévoyance est créée. Ses actions se dispersent entre les forages de puits dans le nord de la région, l'emmagasinage de réserves vivrières, la distribution de semences d'arachide et l'introduction des premières herses et charrues.

En 1938, les règlements très stricts sont appliqués à l'approvisionnement régulier des greniers de réserves. On tente sans succès d'introduire la culture du manioc dans deux cents villages ! En 1941, le secteur agricole de Ouahigouya est créé pour la vulgarisation du coton Allen, de l'arachide et de la culture attelée. Jusqu'en 1945, aucune action intéressant en priorité la production vivrière n'a été tentée. Ce n'est qu'en 1950-60, parallèlement aux dernières campagnes de lutte contre les fauves (1955), que les autorités régionales prennent conscience de l'importance du déboisement et de l'intensité de l'érosion sur les terres les plus anciennement exploitées mais, une fois encore, elles ne prêtent pas suffisamment d'attention à la question urgente qui est celle de l'alimentation des populations. Le Yatenga bénéficie des plans FIDES de 1949 à 1953 pour son infrastructure et de 1954 à 1958 pour l'élevage et l'hydraulique pastorale. En 1954, une circulaire, visant à transformer l'agriculture traditionnelle en la modernisant et en diffusant la notion de propriété foncière, est à l'origine de l'implantation de 25 fermes pilotes de 2,5 à 3 ha qui sont abandonnées les unes après les autres. A partir de 1955, à côté de petites actions de diversification des cultures, l'accent est mis sur la lutte antiérosive. Les premiers aménagements de banquettes (1957-60) sont suivis, de 1962 à 1965, par un vaste projet pour lequel le FED accorde un financement de 1 340 millions de F CFA. Les ouvrages réalisés devaient constituer un réseau complet de mise en défends des sols (160 000 ha). Mais l'oeuvre avait essentiellement un but de démonstration : tester au Yatenga divers types de banquettes anti-érosives ; les unes d'"infiltration", les autres de "dérivation". Ces dernières, par la concentration des

* Intensification des cultures est à prendre au sens d'extension des surfaces en culture.

eaux de ruissellement qu'elles ont provoqué, ont accru dans certains terroirs l'érosion des terres meubles de bas de pente qui sont les plus cultivées. Cette expérience de "conservation" des sols s'est accompagnée d'un projet de modernisation rurale gigantesque : remembrement, restructuration des terroirs, dont l'Organisme régional de développement, créé en 1966, a eu la charge. En l'espace d'une année, ce projet disproportionné par rapport aux besoins locaux immédiats (pénurie alimentaire) et pour lequel la population n'avait pas été concertée, est tombé dans l'oubli.

Depuis lors, l'encadrement agricole s'est orienté vers l'application aux cultures vivrières de méthodes simples et peu coûteuses : traitement des semences, semis en ligne, conservation des récoltes, bien peu de chose en somme. Avec le déficit pluviométrique qu'a connu le Yatenga de 1966 à 1973, l'intensification de la production n'a pas avancé d'un pas !

Il ne paraît plus temps, compte tenu des thèmes d'encadrement actuels, de songer à un développement possible du Yatenga, mais seulement de tenter de ralentir le processus de dégradation des conditions de vie des populations, surtout ne pas perdre de vue que deux-cents kilos de sorgho supplémentaires dans les greniers d'un paysan hanté par la disette, valent mieux que les promesses de vente de sésame et de coton.

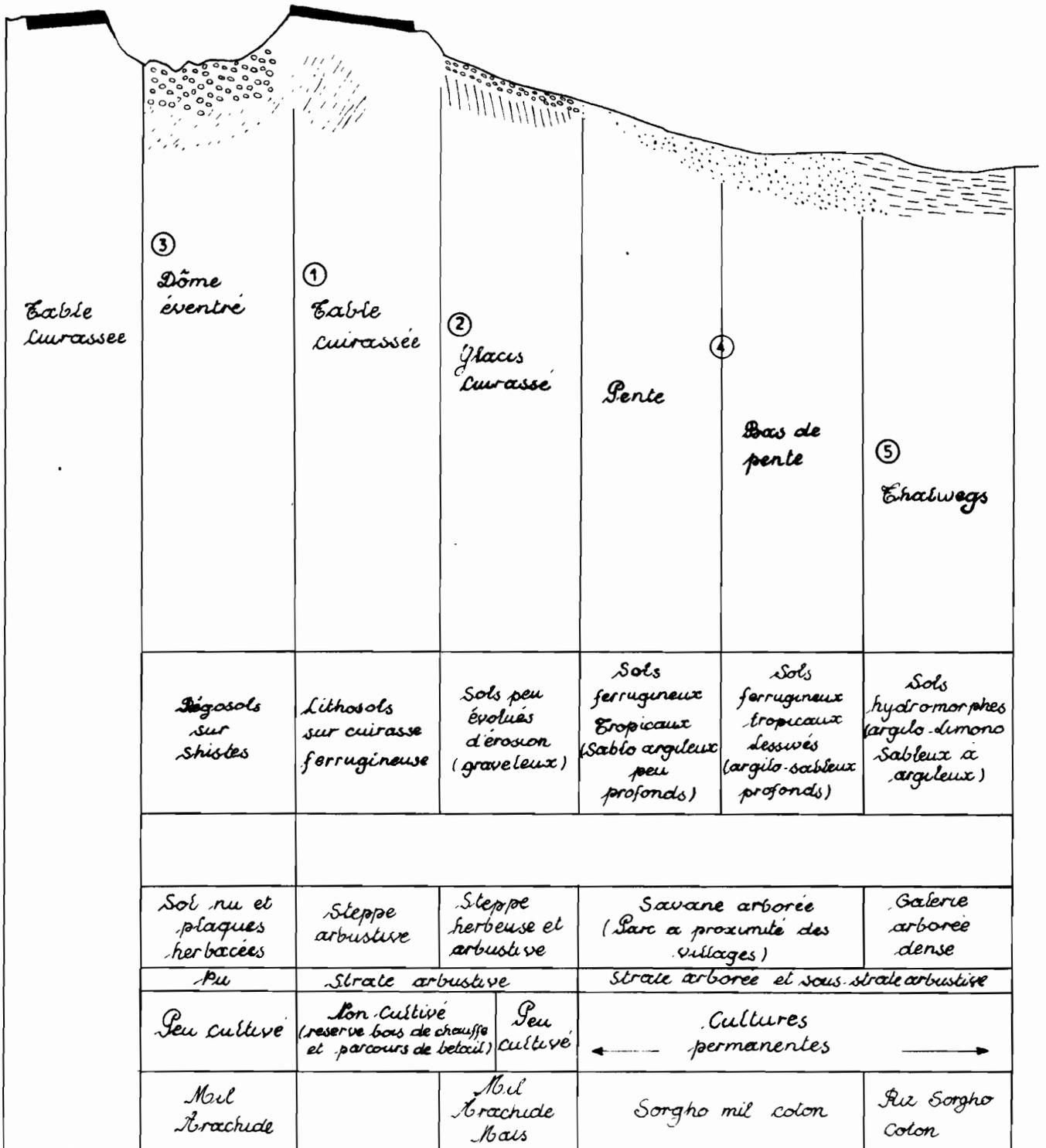
Réorganiser les terroirs, lutter contre l'érosion, reboiser, intéresser les paysans à la sauvegarde de leur patrimoine pourraient constituer, s'il en était encore temps, des actions de développement prioritaires à long terme. Mais, d'une part, les sources de financement qui soutiennent de semblables projets ont toujours pour objectif la rentabilité financière de leurs actions - ce qui ne saurait être le cas dans le Yatenga - et d'autre part, il est une évidence qu'il faut reconnaître : l'agriculture de la région n'assure plus la survie de sa population ; les caféières et cacaoyères de Côte d'Ivoire appartiennent aujourd'hui à l'espace de vie des Mossi de Ouahigouya.

Ouagadougou octobre 1975

Yatenga (Haute Volta)

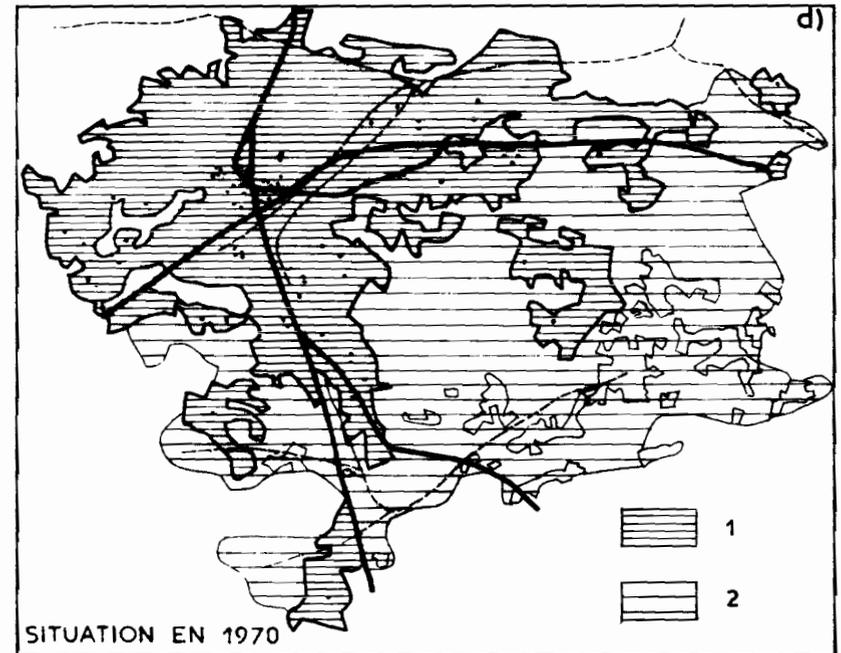
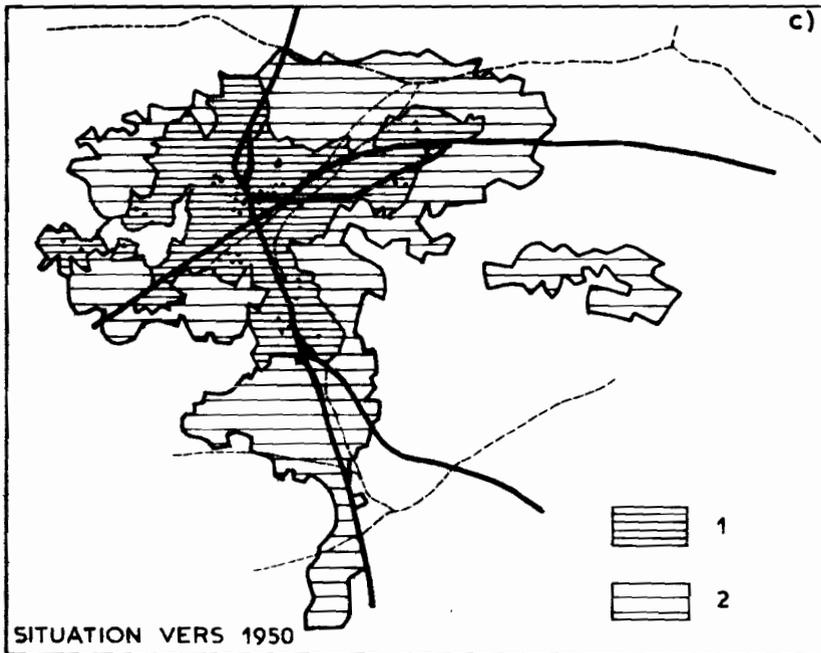
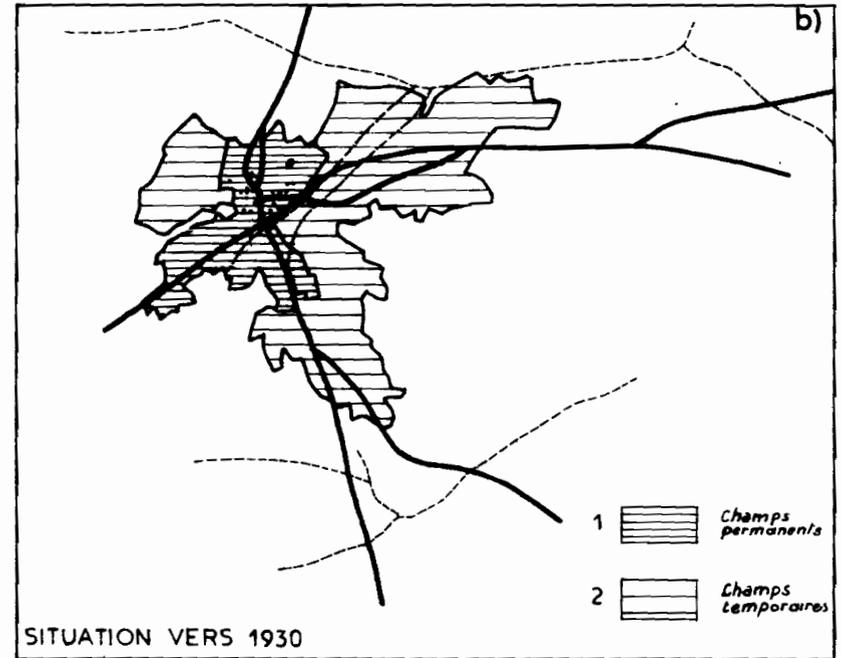
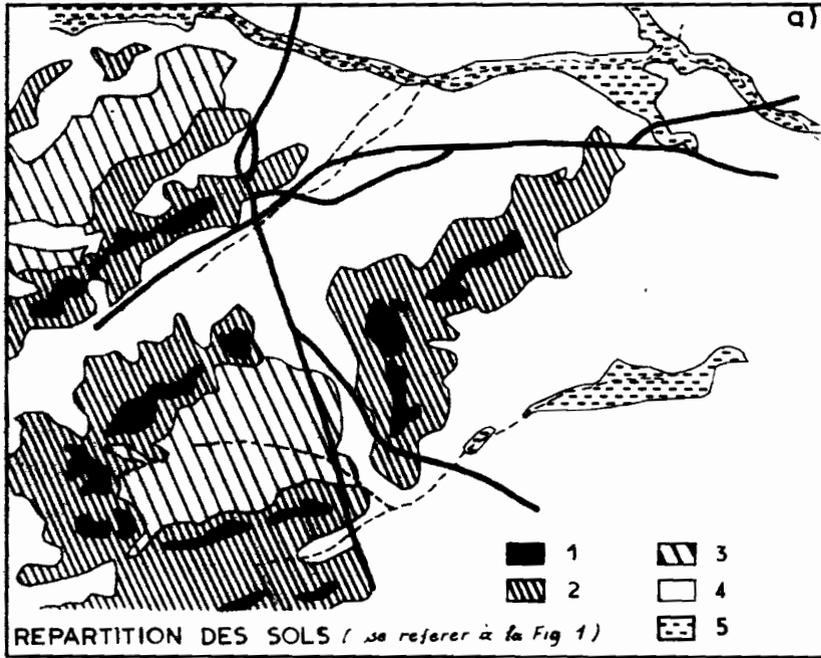
UTILISATION DES POTENTIALITES NATURELLES

- tableau des correspondances -



EXTENSION D'UN TERROIR

FIG 2

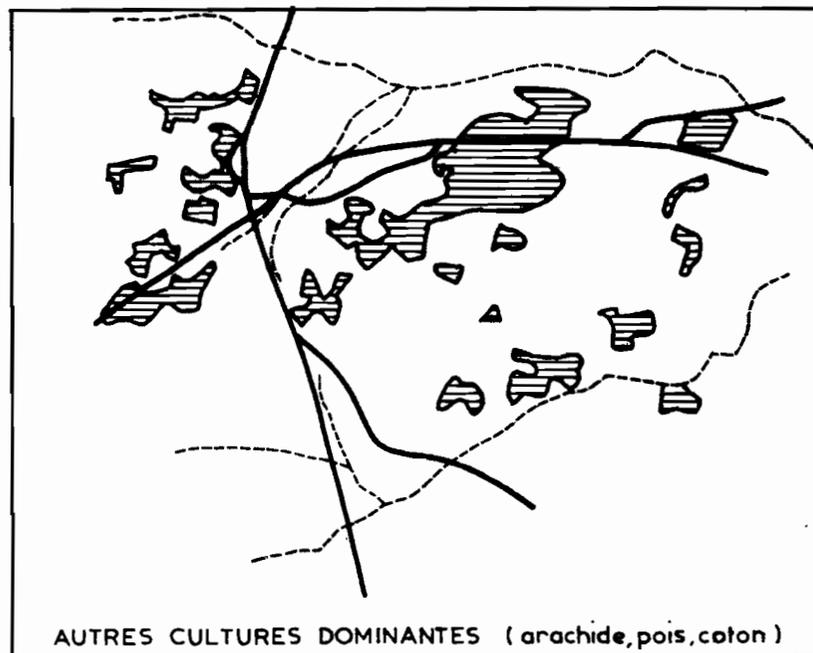
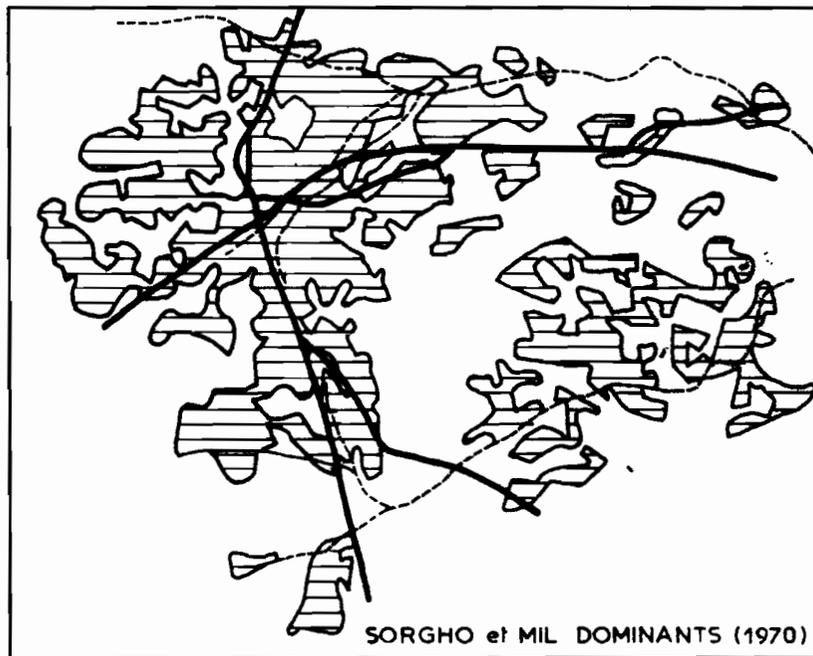
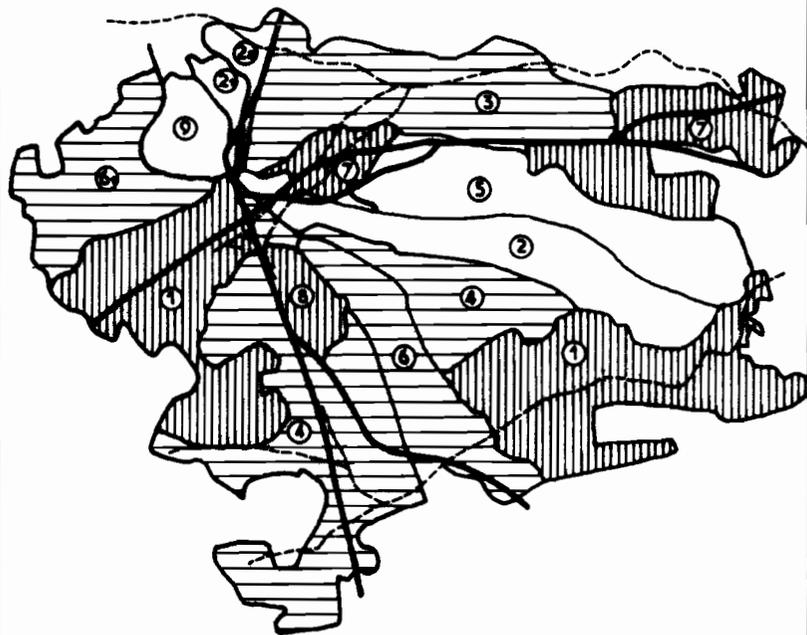


0 0,6 1,2 km

REPARTITION FONCIERE

- 1 Tingandé
- 2 Toguín
- 2: Balongo
- 2: Tilimbougouri
- 3 Warma
- 4 Saa nayiri
- 5 Rakunguin
- 6 Silkotogo
- 6: Zerbo
- 7 Kamsaoghin
- 8 Goundré
- 9 Nayiri

 **Tegbisi**
(1ers occupants)
 **Saaba**
(forgerons)
 **Nakomsé**
(nobles mossi)



EXTENSION DE L'ESPACE CULTIVE

- Colline
- Corniche cuirassée
- Marigot
- Habitations
- Piste
- Limite de terrain
- Non cultivé
- Cultivé
- Plaques d'érosion

Echelle
approximative
0 0,5 1km

